

ASIE DU SUD

L'Asie du Sud, qui fait partie de la région indopacifique au sens large, revêt une importance géostratégique vitale pour l'Union européenne, confrontée à des défis de taille. La région indopacifique, qui abrite plus de 50 % de la population mondiale, change rapidement et est en passe de devenir la région la plus importante d'un point de vue géostratégique. En septembre 2021 a été adoptée la [stratégie de l'UE pour la coopération dans la région indopacifique](#) afin d'accroître la présence de l'Union dans la région, de bâtir des partenariats et de renforcer l'ordre international fondé sur des règles. L'Union adapte ses instruments actuels dans le cadre de son autonomie stratégique face à une situation géopolitique de plus en plus délicate. La [boussole stratégique de l'Union en matière de sécurité et de défense](#), officiellement approuvée par le Conseil en mars 2022, promeut une architecture de sécurité régionale ouverte et fondée sur des règles, qui comprend des lignes de communication maritimes sécurisées, le renforcement des capacités et l'accroissement de la présence navale dans la région indopacifique. L'Union resserre ses liens avec des pays d'Asie du Sud en tant qu'acteur économique de premier plan et bailleur de fonds majeur en matière d'aide et de développement. L'Union œuvre au renforcement des institutions, de la démocratie, de la bonne gouvernance et des Droits de l'homme, mais est également préoccupée par les problèmes de sécurité, comme le conflit au Cachemire, la situation en Afghanistan, la sécurité maritime et le terrorisme. Le Parlement a soutenu la coopération et l'aide de l'Union en Asie du Sud, de sorte à apporter un soutien ciblé aux groupes de population les plus vulnérables.

La présente fiche décrit la région de l'Asie du Sud. Voir également les fiches thématiques sur l'Asie de l'Est ([5.6.8](#)) et l'Asie du Sud-Est ([5.6.9](#)).

BASE JURIDIQUE

- Titre V (action extérieure de l'Union) du [traité sur l'Union européenne](#)
- Articles 206 et 207 (commerce) et articles 216 à 219 (accords internationaux) du [traité sur le fonctionnement de l'Union européenne](#)

ACCORDS DE PARTENARIAT ET DE COOPÉRATION (RELATIONS BILATÉRALES)

ASSOCIATION SUD-ASIATIQUE DE COOPÉRATION RÉGIONALE

L'Union favorise l'intégration régionale et soutient l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR). Les pays membres de l'ASACR sont l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et Sri Lanka. L'Union européenne, la Chine, l'Iran, le Japon, la Corée du Sud, Maurice, le Myanmar/la Birmanie et les États-Unis y ont le statut d'observateur. En raison de désaccords internes, notamment entre l'Inde et le Pakistan, les travaux de l'ASACR sont au point mort. L'organisation a progressé dans la réponse à apporter à des problèmes régionaux, notamment la coopération économique et les crises humanitaires, mais continue de

pâtir de difficultés telles que des faiblesses structurelles et les écarts économiques entre ses États membres.

La coopération au développement entre l'Union et les pays d'Asie du Sud recouvre l'aide financière et technique, mais aussi la coopération économique. Au nombre des priorités figurent la stabilité régionale, la réduction de la pauvreté, les Droits de l'homme, le développement durable, la bonne gouvernance et les droits des travailleurs. La coopération entre l'Union et l'ASACR vise à encourager l'harmonisation des normes et la facilitation des échanges commerciaux, ainsi qu'à sensibiliser aux avantages découlant de la coopération régionale. De récentes initiatives sont centrées sur l'atténuation du changement climatique et la transformation numérique. En 2024, l'Union et l'ASACR ont lancé un programme commun pour renforcer la connectivité et promouvoir les énergies renouvelables.

INDE

En novembre 2004, le [cinquième sommet UE-Inde a adopté le partenariat stratégique Inde-UE](#), qui a promu le dialogue politique et la coopération, le développement des relations économiques, le commerce et les investissements, ainsi que le renforcement des échanges interpersonnels.

En 2023, l'Union était le premier partenaire commercial de l'Inde: les échanges de biens ont atteint la valeur de 124 milliards d'euros cette année-là, ce qui représentait 12,2 % du total des échanges commerciaux réalisés par l'Inde. L'Union précédait ainsi les États-Unis (10,8 %) et la Chine (10,5 %) en termes de volume des échanges commerciaux. En 2023, les échanges commerciaux de services entre l'Union et l'Inde se sont élevés à 50,8 milliards d'euros, en nette hausse par rapport à 2020 (30,4 milliards d'euros). Toujours en 2023, l'Inde occupait la neuvième place au classement des partenaires commerciaux de l'Union, qui réalisait avec elle 2,2 % du total de ses échanges de biens.

L'Union est le premier investisseur étranger en Inde, les flux d'investissements étrangers dans le pays étant passés de 8 % à 18 % au cours de la dernière décennie. Environ 6 000 entreprises européennes sont présentes en Inde, fournissant 1,7 million d'emplois directs et 5 millions d'emplois indirects dans un large éventail de secteurs. L'Inde bénéficie actuellement de tarifs douaniers préférentiels unilatéraux en vertu du système de préférences généralisées (SPG) de l'Union, qui subordonne les préférences commerciales unilatérales au respect des Droits de l'homme et du travail. Plusieurs secteurs sont sortis du SPG en raison de leur changement de graduation et, par conséquent, [21 % du total des importations de l'Union en provenance d'Inde étaient admissibles à des préférences en 2023](#). La place occupée par l'Inde dans la production mondiale et dans les échanges commerciaux de l'Union reste relativement modeste au regard de ses capacités. Le niveau élevé des tarifs douaniers en Inde, auquel s'ajoutent les réglementations de l'Union en matière environnementale telles que le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, continue de faire obstacle à une expansion commerciale.

Ces dernières années, [l'Inde est devenue de plus en plus active sur la scène internationale](#). Elle est de plus en plus intéressée par l'amélioration de ses relations commerciales avec l'Union, qui applique actuellement principalement les règles de

l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les domaines actuellement concernés par les relations commerciales entre l'Union et l'Inde sont l'agriculture, les services, le commerce numérique, la protection des brevets, l'environnement et les droits des travailleurs. En mars 2024, l'Inde a signé un accord commercial de 100 milliards d'USD (91 milliards d'euros) avec l'Association européenne de libre-échange (AELE), qui supprimera des droits de douane très restrictifs sur des produits industriels en échange d'investissements sur 15 ans.

En 2020, l'Inde et l'Union se sont mises d'accord sur une «feuille de route à l'horizon 2025», un cadre commun pour orienter leur action commune. En juin 2022, les deux parties [sont convenues](#) de continuer à développer leur partenariat stratégique, en rouvrant les négociations sur un accord de libre-échange (ALE) et en lançant des négociations sur un accord sur la protection des investissements et un accord sur les indications géographiques.

En mars 2025, dix cycles de négociations avaient été achevés, mais certains désaccords persistaient en ce qui concerne les mesures de durabilité, le développement des énergies propres, la passation des marchés publics et les Droits de l'homme.

Le partenariat UE-Inde pour la connectivité a été lancé en mai 2021. En [juin 2023](#), [la conférence Inde-UE sur la connectivité](#) a été organisée pour définir des projets concrets dans ce domaine. L'Inde a adopté en août 2023 une loi sur la protection des données numériques à caractère personnel (Digital Personal Data Protection Act).

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le Premier ministre indien, Narendra Modi, [ont annoncé la création, lors d'une rencontre en avril 2022, du Conseil du commerce et des technologies \(CCT\) UE-Inde](#). En février 2023, l'Union et l'Inde ont renforcé leurs relations [en établissant le CCT](#). En [mars 2024](#) [s'est tenue la conférence des dirigeants UE-Inde](#), axée sur le secteur automobile, les équipements médicaux et le secteur des soins de santé.

En février 2025, le collège des commissaires, emmené par Ursula von der Leyen, a effectué sa première visite officielle en Inde; ils ont rencontré Narendra Modi, Premier ministre, et le gouvernement indien. Au cours de cette visite, l'Inde et l'Union se sont engagées à faire passer leur partenariat au niveau supérieur, en poursuivant les négociations en vue de l'ALE, en approfondissant le CCT et en envisageant la mise en place d'un partenariat en matière de sécurité et de défense. L'Union réfléchit également à des partenariats de défense avec l'Inde via la coopération structurée permanente et à d'éventuelles négociations en vue d'un accord sur la sécurité des informations. Le partenariat entre l'Inde et l'Union portera aussi sur une collaboration en matière de sécurité et des projets concrets d'infrastructure tels que le corridor économique Inde – Moyen-Orient – Europe. Parmi les principaux secteurs de coopération figurent l'électronique, les semi-conducteurs, les télécommunications, l'ingénierie et les produits pharmaceutiques, l'accent étant mis sur la sécurisation des chaînes d'approvisionnement. Les deux parties coopèrent en outre dans les domaines de l'intelligence artificielle, de l'informatique quantique, des technologies spatiales et de la 6G.

La coopération entre l'Inde et l'Union dans les domaines scientifique, technologique et de l'innovation est également renforcée dans le cadre d'[Horizon Europe \(2021-2027\)](#).

La politique de l'Inde en matière d'éducation vise actuellement à développer davantage de partenariats internationaux avec les universités européennes afin de travailler ensemble sur des programmes Horizon Europe.

Entre le 19 avril et le 1^{er} juin 2024, des élections législatives se sont déroulées en Inde. Le Bharatiya Janata Party du Premier ministre, Narendra Modi, a obtenu, pour le troisième scrutin consécutif, le plus grand nombre de sièges, mais il n'est pas parvenu, de peu, à remporter la majorité à la Lok Sabha, la chambre basse du Parlement indien. Seule la National Democratic Alliance qu'il a constituée avec ses alliés lui a permis de réunir les 272 sièges nécessaires pour constituer le nouveau gouvernement. Dans le même temps, plus d'une vingtaine de partis d'opposition, dont le parti du Congrès national indien, qui a longtemps dominé la vie politique indienne, discutent des suites à donner à leur alliance, l'Indian National Developmental Inclusive Alliance, dont les résultats ont dépassé leurs espérances.

Pays le plus peuplé au monde, l'Inde mène des réformes politiques et économiques axées sur la modernisation de l'administration, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption à l'aide de programmes de démonétisation et de transparence, la résorption des problèmes sociaux, le développement de l'économie au moyen des initiatives Make in India et Invest India, ainsi que l'instauration d'une taxe sur les biens et services à l'échelle nationale. L'Inde est une puissance nucléaire, à l'instar du Pakistan et de la Chine voisins, et elle fait face à des problèmes de sécurité, au terrorisme et à des incidents armés à ses frontières, en particulier avec le Pakistan dans l'État autonome du Jammu-et-Cachemire et, dans une moindre mesure, avec la Chine.

Le système indien des castes constitue l'une des formes d'organisation en classes sociales les plus anciennes au monde, et il suscite des inquiétudes quant à la persistance des discriminations sur la base des castes. Le pays est également une mosaïque ethnique et linguistique, qui est le théâtre de tensions dans plusieurs États ainsi que de violations des droits fondamentaux et des droits des femmes et des enfants. Selon l'[Organisation internationale du travail, le travail des enfants reste un problème grave en Inde](#), bien que Narendra Modi, Premier ministre, ait approuvé une série de mesures interdisant la réalisation de tâches dangereuses par des enfants de moins de 14 ans, avec des sanctions sévères pour les employeurs qui enfreignent la loi.

Durant cette 10^e législature, la [délégation du Parlement pour les relations avec l'Inde](#) est présidée par Angelika Niebler (PPE, DE).

[En juillet 2022, le Parlement a adopté une résolution sur la future coopération UE-Inde en matière de commerce et d'investissement](#), dans laquelle il se félicite de la volonté d'œuvrer à la conclusion d'un accord commercial UE-Inde ambitieux, fondé sur des valeurs, équilibré, global et mutuellement bénéfique. Le Parlement accueille favorablement le CCT.

En [juillet 2023, le Parlement a adopté une résolution](#) sur l'Inde et la situation dans l'État du Manipur, demandant instamment que toutes les mesures nécessaires soient prises pour mettre fin aux violences ethniques et religieuses, pour protéger toutes les minorités religieuses et pour prévenir toute nouvelle escalade.

La commission du commerce international du Parlement s'est rendue [en Inde en avril 2022](#), et la sous-commission «Sécurité et défense» en décembre 2023.

S'agissant du dialogue interparlementaire, [la 15^e rencontre interparlementaire UE-Inde s'est tenue en décembre 2023](#) à New Delhi. Les discussions ont porté sur l'état du partenariat stratégique, le commerce bilatéral, le changement climatique, les questions régionales, la société civile et les préoccupations en matière de Droits de l'homme.

[En janvier 2024, le Parlement a adopté une résolution sur les relations UE-Inde](#), appelant à élargir et à approfondir les relations entre l'Union et l'Inde en tant que partenaires stratégiques, en particulier dans des domaines clés tels que le changement climatique, la numérisation, la connectivité, le commerce et les investissements, les politiques étrangère, de sécurité et de défense, les Droits de l'homme et l'état de droit.

[La commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs \(IMCO\)](#) s'est rendue en Inde en janvier 2025. Les échanges ont porté sur les grands actes législatifs de l'Union relatifs aux services numériques, aux marchés numériques, à l'intelligence artificielle, à la sécurité des produits et à la protection des consommateurs.

PAKISTAN

Les relations entre l'Union européenne et le Pakistan remontent à 1962 et sont fondées sur un [accord de coopération datant de 2004](#). En tant que bailleur de fonds majeur en matière d'aide au développement, l'Union soutient l'action en faveur de la démocratie et du renforcement des institutions au Pakistan.

Le Pakistan compte parmi les principaux bénéficiaires des préférences commerciales unilatérales de l'Union accordées dans le cadre du système de préférences généralisées plus (SPG+), réinstauré en 2014. Dans le cadre de ce processus, la commission du commerce international du Parlement veille au respect des exigences liées au SPG+. Le statut SPG+ du Pakistan pourrait être revu, car il s'accompagne d'obligations telles que la garantie des Droits de l'homme et de la liberté religieuse. [En juin 2022, la mission de surveillance de l'Union a évalué la mise en œuvre effective de 27 conventions internationales](#), une exigence obligatoire pour le maintien du statut SPG+, qui a été très bénéfique pour le Pakistan. Les entreprises ont augmenté leurs exportations vers le marché de l'Union de 65 % depuis que le pays est entré dans le SPG+ en 2014. En novembre 2023, la Commission et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) ont publié un [rapport conjoint évaluant les progrès accomplis par huit pays bénéficiaires du SPG+](#), dont le Pakistan. Un nouveau règlement SPG est en cours d'élaboration. Son application imposera aux pays bénéficiaires de se porter officiellement candidats au nouveau système. Islamabad suit de près ce processus.

En 2023, l'Union restait le deuxième partenaire commercial du Pakistan, qui réalisait avec elle 15,3 % du total de ses échanges commerciaux, tandis que le Pakistan était le 47^e partenaire commercial de l'Union en matière de biens, 0,2 % des échanges commerciaux de l'Union étant effectués avec le Pakistan.

L'Union est un important bailleur de fonds en matière d'aide au développement et d'aide humanitaire au Pakistan, Dans le cadre du [programme indicatif pluriannuel 2021-2027](#), l'Union a [alloué 265 millions d'euros](#) de subventions à des partenariats

avec le Pakistan pour la période 2021-2024. Ce financement soutient trois domaines prioritaires: la croissance verte inclusive, le capital humain et la gouvernance. L'Union a également lancé une initiative de l'Équipe Europe intitulée «Building back better through green jobs creation», qui vise à stimuler la croissance verte et à améliorer la résilience face au changement climatique au Pakistan.

L'Union est consciente des difficultés auxquelles le Pakistan est confronté pour accueillir plus de trois millions de réfugiés et est prête à envisager d'apporter une aide supplémentaire, y compris pour le rapatriement volontaire de réfugiés d'Afghanistan. En outre, en 2023, le Programme alimentaire mondial des Nations unies a soutenu plus de 180 000 personnes vulnérables touchées par des inondations dans sept districts de la province du Sindh, au moyen d'une contribution de [l'aide humanitaire de l'Union](#).

La [14^e réunion de la commission mixte UE-Pakistan](#) s'est tenue à Islamabad en novembre 2024; elle a permis de faire le point sur le plan de coopération stratégique et d'élargir la coopération. L'Union s'est déclarée consciente des efforts consentis par le Pakistan pour aider les réfugiés afghans, tandis que le Pakistan a exprimé ses préoccupations quant au Cachemire et a plaidé pour un cessez-le-feu à Gaza. L'Union a réaffirmé son engagement en matière d'aide humanitaire et a rappelé sa position concernant l'Ukraine.

En [mars 2024, l'Union et le Pakistan ont tenu à Islamabad leur 9^e dialogue politique](#), couvrant un large éventail d'événements régionaux et mondiaux.

Le rôle géostratégique du Pakistan dans la région indopacifique est appelé à se renforcer, surtout après la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan en août 2021. Un Pakistan stable, démocratique et prospère est essentiel pour l'Union, car il est un interlocuteur de premier plan des talibans et le principal pays de destination des réfugiés afghans. Le pays cherche à redorer son image au niveau international.

La politique pakistanaise est en proie à des troubles constants. L'armée continue d'intervenir dans la politique intérieure et étrangère et dispose d'un mandat très étendu sur les questions de sécurité et de lutte contre le terrorisme.

[Des élections législatives se sont tenues au Pakistan en février 2024, avec des mesures de sécurité strictes](#). Muhammad Shehbaz Sharif, président de la Ligue musulmane du Pakistan (PML-N), est redevenu Premier ministre. Les candidats du parti d'opposition Mouvement du Pakistan pour la justice (Pakistan Tehreek-e-Insaf, PTI) n'avaient pas été autorisés à se présenter. Les tensions politiques restent vives, et Imran Khan, cadre du PTI actuellement incarcéré, a affirmé qu'il avait été condamné injustement pour des raisons politiques. Les partisans du PTI continuent de se mobiliser, mais le PML-N de Shehbaz Sharif garde le contrôle du pays, avec le ferme soutien de l'armée pakistanaise.

En avril 2021, [le Parlement a adopté une résolution sur les lois sur le blasphème au Pakistan](#), invitant la Commission à réévaluer l'éligibilité du Pakistan au programme SPG + compte tenu de la détérioration de la situation des Droits de l'homme. Le Parlement suit les mesures prises par la Commission et le SEAE pour apporter une solution aux questions relatives aux Droits de l'homme, y compris les lois sur le blasphème, qui prévoient des peines sévères, dont la peine de mort.

La [13^e rencontre interparlementaire UE-Pakistan a eu lieu en mars 2022](#). Les discussions ont porté sur l'évolution de la situation politique au Pakistan, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le commerce, le SPG+ et les Droits de l'homme. La rencontre interparlementaire a jugé essentiel que les parlementaires des deux parties évaluent les progrès accomplis et apportent un contrôle parlementaire et des orientations en matière de relations bilatérales.

La 14^e rencontre interparlementaire UE-Pakistan s'est déroulée à Islamabad le 14 avril 2025.

AFGHANISTAN

[L'accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union et l'Afghanistan a été signé en février 2017](#) et approuvé par le Parlement en mars 2019. Les relations avec l'Union ont été adaptées aux situations de guerre et d'après-guerre. Grâce aux contributions non négligeables du Parlement, l'Afghanistan a été peu à peu partiellement intégré à la stratégie de l'Union pour l'Asie centrale.

À partir de mai 2021, les talibans ont rapidement pris le contrôle de l'Afghanistan, les forces de sécurité ne leur opposant qu'une très faible résistance. En août 2021, ils se sont emparés de Kaboul, après qu'Ashraf Ghani, le président, se fut réfugié à Dubaï. Le même mois, les États-Unis et l'OTAN ont achevé de retirer leurs troupes du pays, mettant ainsi fin à deux décennies de guerre, mais déclenchant dans le même temps une crise humanitaire. En septembre 2021, les talibans ont mis en place un gouvernement par intérim composé exclusivement d'hommes, rompant ainsi leur promesse d'inclusivité. Depuis lors, ils se livrent à des violations graves des droits fondamentaux, notamment à l'encontre des femmes, des filles et des minorités.

[En 2024, l'Afghanistan était plongé dans une très grave crise humanitaire, avec plus de 23,7 millions de personnes ayant besoin d'aide](#). Les restrictions imposées aux femmes par les talibans, notamment l'interdiction de fréquenter les universités et de travailler pour des organisations non gouvernementales (ONG), ainsi qu'un décret d'août 2024 les empêchant de faire entendre leur voix dans l'espace public, ont aggravé la situation. Ces politiques, qui comprennent l'imposition de codes vestimentaires très stricts, ont des conséquences qui mettent en péril jusqu'à la vie des femmes. [L'Union a condamné ces mesures](#), demandé la fin des violations actuellement commises par les talibans et réaffirmé sa détermination à soutenir les femmes et les filles afghanes. Les liens des talibans avec Al-Qaïda et l'organisation État islamique sont ambigus et le pays est divisé entre les populations urbaines et rurales.

L'Afghanistan, qui compte parmi les pays au monde les plus dépendants de l'aide, est actuellement confronté à une crise humanitaire catastrophique: la moitié de sa population ne peut satisfaire ses besoins fondamentaux, tels que l'accès à de la nourriture, de l'eau et des médicaments. Le pays a vu sa situation humanitaire se détériorer avec plus de trois millions de personnes déplacées à l'intérieur de ses frontières et plus de deux millions de réfugiés et de demandeurs d'asile au Pakistan et en Iran. La décision prise par le gouvernement des États-Unis de suspendre son Agence pour le développement international (USAID) aggravera certainement encore la situation humanitaire déjà désastreuse du pays.

Jusqu'à la prise de pouvoir par les talibans en août 2021, l'Afghanistan était le principal bénéficiaire du financement de l'Union pour le développement en Asie. L'Afghanistan a également bénéficié du régime commercial le plus favorable de l'Union, à savoir le régime «Tout sauf les armes» (TSA). L'Union a alloué 1,4 milliard d'euros à l'Afghanistan pour la période 2014-2020. Lors de la conférence sur l'Afghanistan, placée sous le thème «Paix, prospérité et autonomie», organisée à Genève [en novembre 2020, l'Union a promis 1,2 milliard d'euros pour la période 2021-2025](#) au titre d'une aide à long terme et d'urgence. Depuis août 2021, l'Union s'est engagée à soutenir la population afghane à hauteur de 1 milliard d'euros, dont 489 millions seront consacrés à l'aide humanitaire et 400 millions aux besoins fondamentaux et à l'appui aux moyens de subsistance. Lors de la conférence des Nations unies sur l'Afghanistan qui s'est tenue à Genève en septembre 2021, 1,2 milliard d'USD ont été promis, dont 677 millions par l'Union et ses États membres.

En septembre 2021, les ministres des affaires étrangères de l'Union ont décidé de ne pas reconnaître le régime taliban, mais ont accepté de dialoguer avec lui à certaines conditions telles que la promesse de combattre le terrorisme, de respecter les droits fondamentaux et de former un gouvernement inclusif. Autoriser l'entrée d'aide humanitaire et permettre aux personnes de quitter le pays faisaient également partie des exigences. En février 2023, les ministres de l'Union ont de nouveau fait part de leurs préoccupations quant à l'exclusion des femmes et aux violations des droits fondamentaux de la part des talibans et ils ont réaffirmé leur attachement à la paix et à la stabilité, ainsi que leur soutien au peuple afghan.

Après le retour au pouvoir des talibans, de nombreuses restrictions ont été réinstaurées à l'encontre des femmes en Afghanistan, dont des lois les obligeant à circuler dans l'espace public sous la supervision d'un homme et des règles portant sur leur tenue. Si certains établissements scolaires et universitaires ont rouvert en 2022, les talibans sont revenus sur leur promesse de permettre aux adolescentes de fréquenter les établissements du secondaire, une interdiction qui a frappé 1,1 million d'élèves. Le taux d'activité des femmes, qui était passé de 15 % à 22 % au cours de la précédente décennie, a chuté en raison des restrictions de plus en plus sévères. Les talibans ont défendu aux femmes de travailler pour des ONG, fermé les salons de beauté, supprimant ainsi 60 000 emplois féminins, et interdit aux étudiantes de poursuivre leur cursus à l'étranger. En juillet 2024, les talibans ont officiellement adopté la loi sur la promotion de la vertu et la prévention du vice. Ce cadre juridique codifié, consolide et renforce les restrictions discriminatoires et oppressives imposées par les talibans.

[En 2023, l'Union a alloué 156,5 millions d'euros d'aide humanitaire à l'Afghanistan.](#) En février 2024, la conférence de Doha des Nations unies sur l'Afghanistan n'a pas atteint ses principaux objectifs, à savoir définir une ligne de conduite pour les relations internationales avec l'Afghanistan et faciliter le dialogue entre les talibans et la communauté internationale sur des questions essentielles. En février 2024, [l'Union a fourni 20,1 millions d'euros au Programme alimentaire mondial des Nations unies](#) en Afghanistan afin d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages et la résilience des communautés.

L'Union est vivement préoccupée par la restauration d'un émirat islamique doté d'un système juridique fondamentaliste fondé sur la charia. Cet état de fait l'amène à s'interroger fortement sur ses relations futures avec l'Afghanistan, qui dépendent de la préservation des réalisations des vingt dernières années. Il convient d'accorder une attention particulière à toute recrudescence du terrorisme international et des migrations. Depuis l'automne 2020, le Parlement a condamné à de multiples reprises les flambées de violence et, dans sa [résolution de juin 2021 sur la situation en Afghanistan](#), s'est déclaré préoccupé par les conséquences du retrait des troupes et a demandé l'adoption d'une stratégie globale pour la coopération future entre l'Union et l'Afghanistan. En juillet 2021, un mois avant la prise de pouvoir par les talibans, la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Afghanistan (D-AF) a organisé la 6^e rencontre interparlementaire UE-Afghanistan avec des représentants de l'Assemblée nationale afghane.

Après la prise du pouvoir par les talibans en août 2021, le Parlement, en particulier sa délégation pour les relations avec l'Afghanistan, s'est déclaré préoccupé par la crise humanitaire et économique ainsi que celle des réfugiés, qui appellent la mise en place de couloirs humanitaires et l'adoption d'une approche stratégique pour toute la région, y compris au Pakistan, en Iran et en Asie centrale.

Le Parlement a organisé une série d'événements dans le cadre de la conférence de haut niveau intitulée «Journées des femmes afghanes» en février 2022. En mars 2022, le Forum des femmes dirigeantes afghanes a été lancé dans le cadre d'une réunion virtuelle à laquelle près de 50 dirigeantes afghanes ont participé depuis l'Afghanistan et d'autres pays.

En [avril 2022, le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation des droits des femmes afghanes](#). Il a condamné la décision des talibans de prolonger l'interdiction de scolarisation des filles et a déploré leur volonté persistante d'exclure les femmes de la vie publique.

[En novembre 2022, le Parlement a adopté une résolution sur la situation des Droits de l'homme](#) en Afghanistan, qui traite de la détérioration des droits des femmes.

[En avril 2023, le Parlement a également adopté une résolution sur le respect des Droits de l'homme](#) en Afghanistan, qui souligne les persécutions sexistes.

[En octobre 2023, le Parlement a adopté une autre résolution sur la situation des Droits de l'homme](#), en particulier la persécution d'anciens fonctionnaires du gouvernement et membres des forces de sécurité nationales afghanes et le ciblage des organisations de la société civile et des défenseurs des Droits de l'homme. Le Parlement s'est également déclaré favorable à ce que les autorités de fait aient à répondre de leurs actes, et a soutenu l'enquête en cours devant la Cour pénale internationale.

[En mars 2024, le Parlement a adopté une résolution sur l'environnement répressif en Afghanistan](#), notamment les exécutions publiques et les violences à l'égard des femmes, dans laquelle il demande que les libertés et les droits fondamentaux des femmes et des filles soient pleinement respectés.

[En septembre 2024, le Parlement a adopté une résolution qui dénonçait la détérioration de la situation des femmes en Afghanistan](#) du fait de l'application par les talibans de la loi sur «la promotion de la vertu et la prévention du vice». La

résolution a condamné l'imposition de la charia, l'exclusion des femmes et des filles de la vie publique et les violences qu'elles subissent telles que les mariages forcés, les agressions sexuelles et les lourdes sanctions à leur rencontre.

BANGLADESH

Les relations entre l'Union et le Bangladesh remontent à 1973. L'[accord de coopération d'avril 2001](#) englobe le commerce, le développement économique, les Droits de l'homme, la bonne gouvernance et l'environnement. Comme il fait partie des pays les moins avancés, le Bangladesh bénéficie du régime TSA de l'Union, le régime commercial le plus favorable du SPG de l'Union. Le Bangladesh devrait sortir de la catégorie des pays les moins avancés d'ici 2026. Après une période de transition, le pays cesserait alors d'avoir accès au régime TSA.

Le [programme indicatif pluriannuel 2021-2027 de l'Union pour le Bangladesh](#) est aligné sur le [8^e plan quinquennal du Bangladesh couvrant la période 2020-2025](#).

En octobre 2023, lors du forum Global Gateway, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission, ainsi que Sheikh Hasina, Première ministre du Bangladesh, ont ouvert des négociations sur un nouvel accord de partenariat et de coopération. L'Union, la Banque européenne d'investissement (BEI) et le Bangladesh ont signé des accords d'un montant de 400 millions d'euros en faveur de projets dans le domaine des énergies renouvelables, qui contribueront à une transition écologique durable du secteur de l'électricité bangladais et aideront le Bangladesh à atteindre ses objectifs en matière d'atténuation du changement climatique. En 2024, l'Union a reporté les négociations avec le Bangladesh en vue d'un accord de partenariat et de coopération en raison de préoccupations relatives à certaines politiques et questions touchant aux Droits de l'homme dans ce pays.

Le Bangladesh est une démocratie parlementaire où deux partis, la Ligue Awami et le Parti nationaliste bangladais (BNP), se relaient aux commandes du pays. Le Bangladesh fait partie des rares pays à avoir atteint les objectifs de développement du millénaire. Cela étant, les droits des travailleurs et les conditions de travail demeurent très problématiques, en particulier dans les usines d'habillement autour de Dacca. Le produit intérieur brut (PIB) du Bangladesh a diminué depuis 2022 en raison de la crise qui a suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la hausse des prix des matières premières et l'inflation. Le pays a donc demandé une assistance financière au Fonds monétaire international (FMI). Si les exportations bangladaises de vêtements ont bondi ces dernières années, les accidents et les incendies dans des usines et autres lieux de travail sont fréquents, et on a déploré 1 310 morts et 3 883 blessés parmi les travailleurs de ce secteur au cours de la dernière décennie.

Les élections de janvier 2024 ont été boycottées par le PNB après le refus de la Première ministre Sheikh Hasina que le scrutin soit organisé par un gouvernement intérimaire neutre, comme demandé par l'opposition. En conséquence, en janvier 2024, Sheikh Hasina a obtenu un nouveau mandat de cinq ans après que son parti, la Ligue Awami, et ses alliés ont remporté 225 des 300 sièges du Parlement.

En juillet 2024, une décision prise par le gouvernement de Sheikh Hasina concernant des quotas pour les postes dans la fonction publique a déclenché un soulèvement démocratique. Le mouvement s'est amplifié après que la Cour suprême eut décidé,

en juin 2024, que cette décision du gouvernement était invalide; la «révolution de juillet» qui s'en est suivie a été réprimée par le massacre de manifestants, pour la plupart des étudiants. Contrainte à la démission, la Première ministre s'est réfugiée en Inde. Un gouvernement par intérim a été constitué sous la direction de Muhammad Yunus, lauréat du prix Nobel. La création du Parti citoyen national (NCP), le premier parti bangladais dirigé par des étudiants, a été un tournant dans l'histoire politique du pays. Le champ politique national voit désormais s'affronter des visions différentes de ce que doit être la consolidation démocratique au Bangladesh et des réformes électorales à adopter. Les partis politiques traditionnels tels que le BNP plaident pour l'organisation d'élections anticipées et font pression sur le gouvernement intérimaire de Muhammad Yunus pour qu'il organise des élections nationales d'ici la fin de l'année. Frontalement opposé au BNP, Nahid Islam, président du NCP, a fait part de son scepticisme quant à la possibilité d'organiser des élections en 2025, compte tenu des demandes de réformes nationales (y compris constitutionnelles) et des préoccupations en matière de sécurité dans un contexte de troubles politiques et sociaux dans le pays.

Depuis août 2017, plus de 800 000 Rohingyas ont fui le Myanmar/la Birmanie pour échapper aux persécutions et se sont réfugiés au Bangladesh. L'Union a suivi de près la crise des réfugiés rohingyas, et elle a déjà versé plus de la moitié des sommes levées après la conférence des donateurs des Nations unies en octobre 2017 et au cours des années suivantes, principalement pour venir en aide aux réfugiés rohingyas dans les camps de Cox's Bazar. Le gouvernement bangladais s'efforce de rapatrier les Rohingyas, mais leur retour est entravé par la situation au Myanmar/en Birmanie.

En novembre 2023, en raison de la détérioration de la situation humanitaire, [l'Union a débloqué 10,5 millions d'euros d'aide humanitaire en faveur des réfugiés rohingyas](#) et de leurs communautés d'accueil au Bangladesh. En janvier 2024, après l'incendie survenu dans l'un des camps de réfugiés, [l'Union a débloqué 300 000 euros pour venir en aide à la population touchée](#). En 2025, le Bangladesh accueille toujours plus de 800 000 Rohingyas. [En mars 2025, l'Union a lancé un projet, d'un montant de 2 millions d'euros](#), destiné à venir en aide à quelque 8 000 personnes victimes des soulèvements de [juillet-août 2024 au Bangladesh](#). Financé intégralement par l'Union, ce projet se prolongera jusqu'en août 2026. Ses principaux objectifs sont d'améliorer la santé physique et mentale des survivants des violences, de renforcer leur résilience économique et d'encourager la cohésion sociale, de sorte à répondre à des besoins essentiels recensés tant par le gouvernement bangladais que par l'Union.

[La 8^e rencontre interparlementaire UE-Bangladesh](#) s'est tenue à Bruxelles en décembre 2022; elle a permis d'examiner les récentes évolutions concernant l'état des relations, y compris les Droits de l'homme, le commerce et la situation géostratégique actuelle.

Le Parlement a adopté en septembre 2023 une résolution sur la situation des Droits de l'homme au Bangladesh, en particulier le cas d'Odhikar, une organisation de défense des Droits de l'homme de premier plan qui a subi plus de dix années de harcèlement et de criminalisation, y compris sa radiation en tant qu'ONG.

SRI LANKA

Les relations entre l'Union et Sri Lanka remontent à 1975, date à laquelle a été conclu un accord de coopération, qui a été transformé en 1995 en [accord de coopération en matière de partenariat et de développement](#). Sri Lanka a le droit d'exporter vers l'Union au titre du SPG+ depuis mai 2017. Cette mesure vise à inciter le pays à mener des réformes politiques et à se conformer aux conventions internationales en matière de Droits de l'homme, de droit du travail, de protection de l'environnement et de bonne gouvernance. Le Parlement suit de près les progrès accomplis par Sri Lanka concernant le respect effectif des critères du SPG+. Les perspectives de justice transitionnelle et de réconciliation nationale, deux conditions sine qua non pour bénéficier du SPG+ selon le Parlement, ont été considérablement compromises. Au cours de la décennie écoulée, l'Union a également octroyé à Sri Lanka 760 millions d'euros au titre de l'aide au développement.

L'Union est le deuxième partenaire commercial de Sri Lanka après la Chine; 12,4 % du total des échanges commerciaux réalisés par Sri Lanka en 2023 l'ont été avec elle. Le groupe de travail sur la coopération commerciale et économique UE-Sri Lanka s'est réuni en février 2024 pour approfondir les relations commerciales bilatérales, améliorer l'accès aux marchés et faire avancer la réglementation, y compris le règlement de l'Union sur la déforestation.

La [26^e réunion de la commission mixte UE-Sri Lanka a eu lieu en février 2024](#) à Bruxelles. L'Union s'est félicitée de la participation active de Sri Lanka au troisième forum ministériel UE-Indo-pacifique, qui s'est également tenu à Bruxelles en février 2024. La commission mixte a examiné le [programme indicatif pluriannuel pour Sri Lanka pour la période 2021-2027](#). Au titre de ce cadre stratégique, l'Union a alloué [60 millions d'euros](#) sous forme de subventions à son partenariat avec Sri Lanka pour la période 2021-2024. Sri Lanka a informé la commission des mesures prises pour remplacer la loi sur la prévention du terrorisme par la loi antiterrorisme afin de mettre le projet de loi en conformité avec les normes internationales.

Sri Lanka a été en proie à une guerre civile entre 1983 et 2009, laquelle a opposé le gouvernement, dominé par les Cingalais, aux Tigres de libération de l'Eelam tamoul. Gotabaya Rajapaksa a remporté les élections présidentielles en novembre 2019 et a nommé son frère, l'ancien président Mahinda Rajapaksa, au poste de Premier ministre. En septembre 2020, le controversé 20^e amendement a été déposé, qui renforçait les pouvoirs exécutifs du président et réduisait ceux du Premier ministre et du Parlement.

En 2022, Sri Lanka a traversé la pire crise économique de son histoire, donnant lieu à des manifestations de masse en raison de l'envol du prix des matières premières et des pénuries de biens essentiels. À partir d'avril 2022, les protestataires ont réclamé la démission du président Gotabaya Rajapaksa. En juillet 2022, des manifestants ont pris d'assaut le palais présidentiel, obligeant Gotabaya Rajapaksa à fuir. Le président Gotabaya Rajapaksa et le Premier ministre Mahinda Rajapaksa ont tous deux démissionné. Ranil Wickremesinghe a assuré les fonctions de président à partir de juillet 2022 et a nommé Dinesh Gunewardena Premier ministre.

Le Parti populaire national (NPP) du président Anura Kumara Dissanayake a remporté une victoire historique aux élections législatives de novembre 2024. Ce succès sans

précédent a permis au NPP de mettre en œuvre des réformes d'ampleur. Le parti a mis l'accent sur la résorption de la crise économique qui frappe le pays, en promettant des réformes sociales et en critiquant les mesures d'austérité soutenues par le FMI. La défaite du président sortant, Ranil Wickremesinghe, s'explique notamment par son incapacité à résoudre la crise du coût de la vie, ainsi que par ses liens avec la famille Rajapaksa. La scène politique reste dominée par les tentatives d'entamer un processus de réconciliation et de traduire en justice les auteurs de violations des Droits de l'homme pendant la guerre civile. En mars 2025, le Royaume-Uni a adopté des sanctions contre trois anciens hauts responsables militaires sri lankais et un ancien chef rebelle des Tigres tamouls.

En 2022, pour la première fois de son histoire, Sri Lanka a fait défaut sur le service de sa dette et il a fait appel au FMI pour rétablir sa stabilité économique. Gotabaya Rajapaksa, l'ancien président, est revenu au pouvoir malgré les nombreuses critiques qu'avait suscitées sa gestion de la crise. Une grave pénurie de devises étrangères a provoqué des ruptures d'approvisionnement sévères en denrées alimentaires et en carburant. En 2022, Sri Lanka a obtenu un prêt préliminaire du FMI de 2,9 milliards d'USD, conditionné à des réformes budgétaires et à une restructuration de la dette. En 2023, le pays a conclu des accords avec des créanciers et obtenu un mécanisme élargi de crédit de la part du FMI, qui lui a versé 670 millions d'USD dans le cadre d'un programme sur quatre ans d'un montant de 3 milliards d'USD. La Banque asiatique de développement a en outre apporté 200 millions d'USD et la Banque mondiale 250 millions d'USD.

[En avril 2024, le gouvernement sri-lankais a rejeté une proposition](#) de ses créanciers internationaux concernant la restructuration de plus de 12 milliards d'USD, ce qui pourrait retarder le prochain versement du FMI. En mars 2025, le FMI a approuvé une nouvelle tranche de 334 millions d'USD au titre du programme de 2,9 milliards d'USD, affichant ainsi sa confiance dans les réformes entreprises et dans la trajectoire de reprise du pays. [En juin 2021, le Parlement a adopté une résolution](#) sur la situation au Sri Lanka, en particulier les arrestations au titre de la loi sur la prévention du terrorisme

[La 11^e rencontre interparlementaire UE-Sri Lanka s'est tenue du 30 octobre au 1^{er} novembre 2023](#) à Colombo; elle a permis de discuter des relations bilatérales et de la situation économique et financière de Sri Lanka.

NÉPAL

Les relations entre l'Union européenne et le Népal remontent à 1973 et reposent sur un [accord de coopération datant de 1996](#). Avec près d'un quart de sa population vivant avec moins de 2 USD par jour, le Népal est tributaire de l'aide extérieure à hauteur de 25 % de son budget. L'Union est l'un des principaux donateurs d'aide au développement du Népal. Elle a par ailleurs rappelé l'importance pour le Népal de tirer davantage parti des préférences commerciales qu'elle lui accorde au titre de son régime [TSA](#) pour les pays en développement. [L'Union soutient actuellement le Népal dans le cadre du programme indicatif pluriannuel 2021-2027](#), qui définit trois domaines prioritaires de coopération: la croissance verte inclusive, le développement du capital humain et la bonne gouvernance. Ces domaines prioritaires sont également alignés sur les stratégies globales de l'Union, telles que la [stratégie de l'Union pour la coopération](#)

[dans la région indo-pacifique, l'initiative pour la relance mondiale](#) et le plan d'action sur [l'égalité entre les hommes et les femmes et l'émancipation des femmes dans l'action extérieure pour la période 2021-2025 \(GAP III\)](#). L'Union soutient l'économie népalaise et la demande de travail, stimulant ainsi le revenu individuel dans un pays caractérisé par de graves inégalités entre les castes supérieures et inférieures, et au détriment des groupes marginalisés tels que les Madhesi.

Le Népal continue de réaliser des progrès en vue de sortir de la catégorie des pays les moins avancés; une transition anticipée devrait avoir lieu en 2026. Cette évolution a des conséquences sur les relations commerciales du Népal avec l'Union, notamment s'agissant des accords commerciaux préférentiels. [La 15^e commission mixte UE-Népal s'est tenue en mars 2024](#) à Katmandou pour discuter des relations bilatérales. L'Union a salué les résultats obtenus par le Népal dans sa transformation socio-économique et la mise en œuvre de son plan national de développement 2019-2024. L'Union et le Népal ont évalué l'évolution récente de la situation en matière de respect des processus et institutions démocratiques et ont souligné l'importance de la société civile et des médias pour renforcer la démocratie et la bonne gouvernance. L'Union a félicité le Népal pour sa position sur le changement climatique lors de la COP28 et pour son objectif ambitieux de parvenir au zéro net d'ici à 2045.

Le forum économique UE-Népal 2024, organisé à Katmandou en mai 2024, a réuni des entreprises népalaises et européennes afin d'examiner les possibilités d'investissement et de renforcer les relations commerciales, l'attention étant centrée sur les secteurs clés que sont les énergies renouvelables, l'agriculture et le tourisme.

En janvier 2024, les candidats de la coalition au pouvoir, emmenée par le Congrès népalais, ont remporté les élections législatives. L'économie népalaise a souffert de l'envolée des prix mondiaux des carburants et des matières premières en 2022; des troubles sociaux s'en sont suivis, certains manifestants demandant la restauration de la monarchie hindoue. Le système électoral mixte du Népal rend difficile l'obtention d'une majorité; par conséquent, les gouvernements de coalition et les accords de partage du pouvoir sont fréquents.

La Chine et l'Inde se livrent à une guerre d'influence dans le pays. En décembre 2024, Pushpa Kamal Dahal, Premier ministre du Népal, s'est rendu en Chine pour examiner des projets d'investissements et d'infrastructure dans le cadre de l'initiative chinoise «Une ceinture, une route».

L'enjeu principal pour le Népal est désormais de sortir pacifiquement de l'impasse politique au moyen d'une réforme de la Constitution, qui doit être modifiée pour respecter les intérêts des Dalit et des minorités ethniques, notamment les Madhesi au Terai, et garantir les droits des citoyens népalais migrants à l'étranger. En matière sociale, la mise en application de la nouvelle loi sur la citoyenneté, à partir de juin 2023, a permis à des centaines de milliers de Népalais apatrides d'obtenir la citoyenneté, ce qui a résolu un problème de longue date touchant à l'identité nationale. Malgré les difficultés économiques et les scandales de corruption, le gouvernement de coalition du Premier ministre Pushpa Kamal Dahal a fait preuve de résilience politique et d'une relative stabilité. En 2023, le Népal a connu sa première récession depuis 60 ans, dans un contexte de forte inflation, d'incertitude politique et de perte de confiance des investisseurs. Cette situation a conduit à une hausse des départs de jeunes Népalais,

dont découlent inquiétudes et mécontentement social quant aux conséquences à long terme pour le pays en termes de main-d'œuvre et de résultats économiques.

En mars 2025, des partisans de la monarchie se sont réunis à Katmandou, ce qui a provoqué des affrontements faisant deux morts et de nombreux blessés. Les manifestants réclamaient la restauration de la monarchie et de l'État hindou, ce qui témoigne d'un mécontentement dans la population vis-à-vis de l'actuel système républicain.

Le gouvernement népalais n'a pas réussi à mener à bien un processus de justice transitionnelle pour les victimes de la guerre civile, ce qui laisse perdurer une culture de l'impunité. La commission vérité et réconciliation, mise en place en 2014, n'est pas parvenue à traiter les graves violations des Droits de l'homme telles que les tortures et les violences sexuelles. De même, la commission d'enquête sur les disparitions forcées, créée la même année pour enquêter sur les disparitions au cours du conflit, a rencontré des difficultés dans l'accomplissement de son mandat. En avril 2020, la Cour suprême a demandé la modification du mandat de la commission afin d'empêcher l'impunité, une recommandation appuyée par les organisations de défense des Droits de l'homme. Or, la proposition de loi présentée en 2022 ne suivait pas les recommandations de la Cour et la nouvelle loi, adoptée en mars 2023, a été critiquée car elle ne facilitait pas la poursuite des auteurs. La délégation du Parlement pour les relations avec l'Asie du Sud s'est rendue au Népal en septembre 2022 pour évaluer les relations du Népal avec l'Union, qui est le principal donateur en matière de coopération. Étant donné que le Népal pourrait sortir de la catégorie des pays les moins avancés d'ici 2026, le Parlement s'est félicité du fait que le Népal ait déjà ratifié la plupart des 27 conventions fondamentales requises pour demander à bénéficier du SPG+.

BHOUTAN

Coupé du monde extérieur pendant des siècles, le Bhoutan s'adapte à la mondialisation et renforce son économie tout en préservant ses traditions ancestrales. Il a opéré une transition pacifique vers la démocratie parlementaire, instaurée par la [Constitution de 2008](#), qui garantit la séparation des pouvoirs dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle. L'Union soutient l'autonomie complète du Bhoutan par rapport à ses puissants voisins, l'Inde et la Chine, et reste convaincue que le pays devrait pouvoir établir ses propres politiques étrangères et de sécurité, consciente des préoccupations actuelles autour de la perte de souveraineté causée par la situation géographique du pays.

Depuis 1982, l'Union est très présente au Bhoutan, où elle œuvre à réduire la pauvreté, à promouvoir la démocratisation et la bonne gouvernance et à favoriser l'agriculture durable ainsi que les ressources naturelles renouvelables. Un nouveau projet de soutien commercial UE-Bhoutan a été lancé en mai 2018 dans l'optique de renforcer la création de valeur, les interconnexions sur les marchés ainsi que le cadre réglementaire en matière de commerce et d'investissement.

L'Union soutient les projets de développement du Bhoutan et lui accorde un accès préférentiel renforcé aux marchés de l'Union dans le cadre du SPG+, pour autant que le Bhoutan remplisse les conditions nécessaires. L'Union félicite ce pays himalayen

pour ses actions visant à assurer un développement durable, à faible intensité de carbone et résilient face au changement climatique, et note que le Bhoutan a pris des mesures importantes pour protéger les droits des enfants et des femmes et promouvoir l'égalité de genre. Le Parlement bhoutanais a notamment dépénalisé l'homosexualité en décembre 2020.

Le programme indicatif pluriannuel 2021-2027 est centré sur le changement climatique, la gouvernance et la transition numérique. Un montant de 31 millions d'euros a été prévu pour la période 2021-2024. L'Union et le Bhoutan ont signé un accord-cadre avec la BEI afin de fournir un financement préférentiel à des projets de développement. [En mars 2023, la BEI a soutenu l'action pour le climat et les investissements dans les énergies renouvelables au Bhoutan](#). En avril 2024, la BEI a signé un prêt-cadre d'un montant maximal de 150 millions d'euros pour financer des centrales électriques solaires et des investissements dans de petites installations hydroélectriques au Bhoutan.

L'Union et le Bhoutan ont organisé leurs [12^e consultations annuelles](#) à Bruxelles en septembre 2024. Les sujets examinés comprenaient la récente sortie du Bhoutan de la catégorie des pays les moins avancés, le lancement de son 13^e plan quinquennal et la mise en œuvre de la nouvelle grande initiative du pays, le projet Gelephu Mindfulness City. L'Union a félicité le Bhoutan d'avoir ratifié la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées et l'a pressé d'envisager de signer les conventions additionnelles relatives aux Droits de l'homme et aux droits des travailleurs. En ce qui concerne le commerce, le Bhoutan conservera un accès en franchise de droits et sans contingent au marché de l'Union au titre de l'initiative TSA jusqu'en 2028, assorti des préparatifs nécessaires à la sortie du système. L'Union a également proposé de partager avec le Bhoutan son expertise en matière d'indications géographiques.

L'Union et le Bhoutan ont célébré le 40^e anniversaire de leur partenariat en janvier 2025 à Bruxelles, en présence du Premier ministre Tshering Tobgay. Au cours de cette visite, la Commission a promis un [programme de soutien supplémentaire de 17 millions d'euros](#) afin de renforcer la bonne gouvernance et de favoriser la transition numérique du pays, en soutien à un développement inclusif et durable.

Monarchie attachée au renforcement de la démocratie, le Bhoutan a forgé une identité nationale distinctive fondée sur la préservation de sa religion, de son environnement et de sa culture. Il emploie l'indice du bonheur national brut, fondé sur les valeurs bouddhistes, pour évaluer tant sa croissance économique que le bien-être de ses citoyens. Inscrit dans la Constitution du Bhoutan adoptée en 2008 et [reconnu par les Nations unies en 2011](#), cet indicateur couvre des domaines tels que la santé mentale, l'éducation, les soins de santé et la durabilité environnementale. Les politiques environnementales du Bhoutan sont centrées sur la préservation de la biodiversité du pays, qui est menacée par le changement climatique, ainsi que la prévention de la dégradation écologique, conformément aux principes du bonheur national brut. Lors du sommet sur le climat de la COP29 qui s'est tenu en novembre 2024 à Bakou, le Bhoutan a cofondé la coalition G-ZERO avec Madagascar, le Panama et le Suriname. Cette initiative réunit des pays qui sont parvenus à un bilan carbone négatif ou à la neutralité carbone, dans le but de montrer qu'il est possible et essentiel d'atteindre un

équilibre entre croissance économique et durabilité environnementale. Le Bhoutan a organisé des élections législatives en janvier 2024, à l'issue desquelles l'ancien Premier ministre Tshering Tobgay, du Parti démocratique des peuples a remporté une large majorité des sièges au Parlement.

La délégation du Parlement pour les relations avec l'Asie du Sud (DSAS) s'est rendue au Bhoutan en septembre 2022 afin d'évaluer le développement socio-économique du pays, étant donné qu'il devait sortir de la catégorie des pays les moins avancés en décembre 2023 au plus tard.

En février 2025, le Premier ministre Tshering Tobgay a été reçu au Parlement européen par Christel Schaldemose, Vice-présidente, et la DSAS. Le Premier ministre a présenté le projet Gelephu Mindfulness City, un projet national de développement urbain respectueux de l'environnement qui, sur une surface de plus de 2 500 km² à la frontière indienne, vise à attirer des investissements et à créer des emplois dans le respect de la durabilité.

MALDIVES

En dépit de l'absence d'un accord officiel avec les Maldives, l'Union apporte son soutien, par la coopération, à l'appui des communautés rurales, du tourisme et de l'atténuation du changement climatique. En juillet 2018, le Conseil «Affaires étrangères» de l'Union a adopté un cadre en vue de mesures restrictives ciblées à l'encontre des personnes et entités responsables d'actes portant atteinte à l'état de droit ou faisant obstacle à la recherche d'une solution politique inclusive aux Maldives, mais aussi à l'encontre des responsables de violations graves des Droits de l'homme. En avril 2021, le Conseil européen a décidé d'entamer des négociations dans la perspective d'un accord de partenariat et de coopération UE-Maldives, ce qui constitue une étape importante dans les relations bilatérales.

[En juin 2023, la 4^e réunion des hauts fonctionnaires UE-Maldives](#) s'est tenue à Bruxelles pour célébrer le 40^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques. La 5^e réunion des hauts fonctionnaires a pour sa part été organisée en juin 2024 aux Maldives et a porté sur les engagements réciproques en matière de coopération dans divers secteurs, notamment les réformes démocratiques, la transition écologique, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation au changement climatique, ainsi que la bonne gouvernance, les Droits de l'homme et la sécurité.

En 2011, les Maldives sont sorties de la catégorie des pays les moins avancés et font désormais partie, depuis 2013, de celle des pays à revenu moyen supérieur. L'économie des Maldives repose essentiellement sur le tourisme et la pêche. Le tourisme représentant 70 % du PIB des Maldives, l'économie du pays a été sévèrement déstabilisée par la pandémie de COVID-19. En août 2021, l'Union a accepté de débloquer 2 millions d'euros pour aider le pays à développer son secteur des maisons d'hôtes et des croisières au titre du projet «EU Support for a Resilient Recovery of SME (small and medium-sized enterprise) Tourism Industry in the Maldives». Le [programme indicatif pluriannuel 2021-2027 se concentre sur deux domaines prioritaires aux Maldives](#): favoriser une reprise économique écologique et renforcer la bonne gouvernance, l'état de droit et la sécurité. Pour la période 2021-2024, l'Union

a alloué 12 millions d'euros sous forme de subventions à ses partenariats avec les Maldives.

Le changement climatique crée de graves problèmes aux Maldives, notamment la montée du niveau de la mer et l'érosion côtière, qui menacent l'avenir du pays. Face à cela, le Parlement des Maldives prévoit de mettre en œuvre sa première loi pour le climat afin de réduire la pollution et de protéger l'environnement. À Malé, le niveau de la mer est monté de près de 4 mm par an ces 20 dernières années, et la hausse attendue à l'horizon 2100 est de 40 à 50 cm. Il pourrait en résulter l'érosion des plages, des inondations et des problèmes de salinité, dont pâtiraient 80 % de la population vivant sur la côte et qui menaceraient l'existence même de cette nation.

Le pays est confronté à un taux élevé de chômage des jeunes, à la violence des gangs et à la toxicomanie. En septembre 2023, Mohamed Muizzu a remporté l'élection présidentielle aux Maldives, en battant au second tour le président sortant Ibrahim Mohamed Solih. Le président Mohamed Muizzu est largement perçu comme plus à l'écoute des intérêts de la Chine dans le pays que de ceux de l'Inde. Les élections législatives aux Maldives ont eu lieu en avril 2024. Le parti du président Mohamed Muizzu, le Congrès national du peuple, pro-chinois, a remporté 70 des 93 sièges. Le Parti démocratique maldivien, pro-indien, a pour sa part obtenu 15 sièges.

[Jorge Soutullo / Cristina Stanculescu / Filipe ALCOBIA de MORAES](#)
04/2025